



Sommaire

❖ *Zoom sur l'invasion russe en Ukraine*

- Secteur du transportp 2
- Secteur de l'énergie.....p 2
- Autres secteurs.....p 5

❖ *Autres faits saillants*p 5

- Pologne.....p 5
- Hongrie.....p 8
- République tchèque.....p 11
- Slovaquie.....p 13
- Lituanie.....p 16
- Lettonie.....p 18
- Estonie.....p 19

Zoom – invasion russe en Ukraine

Secteur du transport

Chute du fret ferroviaire en Lituanie, où les services de transport se réorientent.

En Lituanie, **le fret ferroviaire a diminué de 39% entre 2021 et 2022.**

La situation géopolitique a conduit à une **réorientation du marché des transports**. Les achats de services de transports lituaniens connaissent entre 2021 et 2022 des évolutions divergentes selon les pays partenaires, avec d'une part Russie (-10%) et Biélorussie (-63%) et d'autre part France (+28%), Pays-Bas et Autriche (> +50%).

Chute du fret ferroviaire en Estonie

En Estonie, **le fret ferroviaire a diminué de 47% entre février 2022 et février 2023**, principalement du fait de l'arrêt du transit avec la Russie et la Biélorussie.

Liaison ferroviaire Lituanie-Ukraine

Lors d'une réunion du comité économique bilatéral à Lviv début mars, les parlementaires ukrainiens et lituaniens ont évoqué **l'inclusion de l'Ukraine dans le réseau transeuropéen de transport (RTE-T), l'extension du corridor Baltique-Adriatique et la reprise des liaisons ferroviaires entre Klaipėda et Odessa.**

Secteur de l'énergie

Livraison de gaz à l'Ukraine par la Slovaquie

Eustream, société slovaque de transport de gaz, a conclu avec son partenaire ukrainien un contrat pour des livraisons à hauteur de **42 M m³ par jour** jusqu'au 30 septembre 2023.

Révision des stratégies énergétiques nationales

En Tchéquie, le conseil des ministres a fixé le cadre des travaux de mise à jour de la **stratégie énergétique nationale à horizon 2050**, dont l'adoption est annoncée d'ici fin 2023. Confiée à un comité interministériel piloté par le ministère de l'Industrie et du Commerce, la mise à jour du document comprendra cinq axes :

- i) la sécurité énergétique,
- ii) la décarbonation du mix énergétique,
- iii) l'efficacité énergétique,
- iv) la coopération internationale et
- v) l'éducation et la recherche.

La stratégie énergétique inclura en particulier la **montée en puissance du nucléaire** jusqu'à un niveau de **48% à 56% du mix énergétique** (contre 36% dans la stratégie adoptée en 2021) et un programme de développement des *Small Modular Reactors* (SMR).

En Pologne, l'actualisation de la **stratégie énergétique à horizon 2040** (PEP 2040) est en cours. Début avril, la ministre du Climat et de l'Environnement en a présenté les grandes lignes : ajout d'une **4^{ème} priorité, relative à la souveraineté, et rehaussement des objectifs renouvelables et nucléaire**. L'adoption du texte serait toutefois bloquée par un différend entre membres de la coalition gouvernementale sur la question du **rythme de sortie du charbon**.

Ajustement des dispositifs de soutien et encadrement des prix

En Pologne, mi-mars, le président a signé une modification de la loi qui introduit le plafonnement du prix du gaz à partir du 01/04 pour les **boulangeries, les pâtisseries et les coopératives alimentaires** à 200 PLN (40€) par MWh, avec compensation pour les vendeurs et distributeurs de gaz. Le coût de la mesure avoisine 300 M PLN (63 M€) pour 2023.

En Slovaquie, fin mars, le ministre de l'Economie et le PDG de l'électricien national *Slovenske elektrarne* ont annoncé l'encadrement des prix de l'électricité pour **les ménages** en 2025-2027. Un mémorandum encadre déjà les prix de février 2022 à 2024 à hauteur de 61,2 €/MWh HT. Ainsi, les prix ne connaîtront qu'une hausse progressive pour atteindre 79 €/MWh en 2027. Ce dispositif s'applique dans la limite d'une consommation de 5 TWh (vs. 6 TWh actuellement), pour inciter les ménages à plus de sobriété énergétique.

Slovenske elektrarne propose également un tarif encadré **aux entreprises et à l'administration publique** sous réserve de signature d'un contrat de 4 ans. Les prix sont supérieurs à ceux proposés aux ménages : de 134 €/MWh en 2024 à 104 €/MWh en 2027.

En contrepartie, l'Etat s'engage à **ne pas introduire de nouvelles taxes visant Slovenske elektrarne**. Les deux encadrements doivent encore être approuvés par la Commission européenne. Si pour les ménages le ministère ne prévoit pas d'obstacle, l'examen devrait être plus complexe dans le cas de l'aide aux entreprises et à l'administration publique.

Le **gouvernement hongrois** compte renforcer son soutien aux **administrations, institutions religieuses et universités gérées par des fondations** grâce à l'achat d'électricité à un prix préférentiel fixé à l'avance, à l'instar de ce qui était déjà proposé pour le gaz. Cette mesure devrait bénéficier à plus de 1 100 entités. Le blocage des prix du gaz et de l'électricité (jusqu'à un plafond de consommation) pour les ménages sera prolongé au moins jusqu'à la fin 2023.

Diversification des approvisionnements, nouvelles infrastructures

En matière de **combustible nucléaire**, l'énergéticien public ČEZ a signé un contrat avec *Westinghouse* pour la fourniture de combustible pour les réacteurs de la centrale nucléaire de Dukovany à partir de 2024, en remplacement des approvisionnements du russe TVEL (Rosatom). L'an passé, ČEZ avait déjà choisi la société américaine, ainsi que le français Framatome, comme nouveaux fournisseurs de combustible pour la centrale de Temelin.

Le **pétrole** est également concerné par la diversification des fournisseurs. Le 18 mars, la raffinerie Slovnaft (groupe MOL) située à Bratislava a informé d'une première livraison de 90 000 t de **pétrole léger azerbaïdjanais**. MOL détient en effet 9,57% d'un champ de pétrole en Azerbaïdjan. Après extraction, le brut est acheminé à Ceyhan par l'oléoduc BTC, puis par bateau jusqu'au port de Omisli en Croatie et, enfin, en Slovaquie via l'oléoduc adriatique. L'Équateur pourrait à terme également exporter du pétrole vers la Hongrie ; cela deviendrait envisageable d'ici à quelques années quand le terminal de Trieste sera opérationnel.

En ce qui concerne la **diversification des sources de gaz**, en **Hongrie**, le Premier ministre identifie trois itinéraires possibles pour réduire sa dépendance aux importations russes : du gaz algérien via la Slovénie ; le transport du gaz de la mer Noire en transit par la Roumanie ; du gaz naturel liquéfié via la Croatie.

La **Slovaquie** porte un projet de terminal GNL dans le port de Bratislava, venant d'être autorisé par le ministère de l'Environnement. Le terminal, dont le coût est évalué à 40 M€, devrait servir aux navires de charge naviguant sur le Danube et sa construction doit être finalisée en 2026. Les ONG, dont *Greenpeace*, s'opposent au projet et prévoient de faire appel contre la décision du ministère de l'Environnement.

Plus généralement, la **Hongrie** considère que la meilleure solution pour affronter la crise énergétique est de **renforcer l'offre et de diversifier les approvisionnements plutôt que de**

réduire la demande. C'est pourquoi la Hongrie a voté contre la proposition de règlement de la Commission européenne sur l'extension de la réduction volontaire de 15% de la consommation de gaz. M. Szijjártó appelle l'Europe à envisager la crise énergétique sous un angle technique et matériel plutôt qu'idéologique, et à **construire les infrastructures énergétiques qui permettront de renforcer la diversification des importations.**

La **Hongrie** promeut donc :

- i) le renforcement des projets d'infrastructures énergétiques dans le sud de l'Europe : signature prochaine d'un accord avec la Bulgarie et la Roumanie,
- ii) la coopération avec les États turques : approvisionnements en gaz et pétrole, voire des interactions dans le nucléaire (cf. projet en Turquie de Rosatom ; cf. gisements d'uranium au Kazakhstan et en Ouzbékistan).

Pour renforcer ses investissements pour la sécurité énergétique nationale, le **gouvernement tchèque** a notifié à la Commission européenne son intention de recourir à un emprunt au titre du plan de relance, d'un montant compris entre 2,9 et 11 Mds€. Les projets envisagés sont notamment :

- i) l'augmentation des capacités de l'oléoduc TAL pour l'acheminement de pétrole brut depuis la côte adriatique (projet TAL+),
- ii) le projet STORK II d'interconnexion gazière avec la Pologne
- iii) la création de nouvelles capacités de stockage de gaz.

En cohérence, la **Pologne** envisage également d'intégrer le financement de STORK II dans la version révisée de son plan de relance. Celle-ci devrait aussi intégrer le terminal GNL flottant de Gdansk (objectif d'une capacité de 6 Mds m³ à horizon 2027).

Des stocks de gaz mieux remplis qu'en 2022

Au 4 avril, **les réservoirs de gaz slovaques étaient remplis à 57,5%** (moyenne UE - 55,4 %). Ce niveau permet de couvrir 42% de la consommation nationale. Selon le ministre de l'Economie, ce niveau record dans les réservoirs à la fin de la période de chauffage est une bonne base pour l'hiver 2023/2024.

Par ailleurs, la société gazière SPP a prolongé ou conclu des contrats avec les sociétés BP, ExxonMobile, Shell, Eni et RWE. Selon le PDG de SPP, **la Slovaquie peut se passer du gaz russe.** En cas de rupture des livraisons, SPP serait en mesure de les remplacer à hauteur de 70%.

Pour renforcer sa résilience et accroître ses réserves stratégiques, **le gouvernement hongrois a annoncé l'achat de 700 M m³ de gaz.** Ses réserves seront donc portées à 1,9 Md m³. Par ailleurs et grâce à des températures particulièrement clémentes, le niveau de remplissage des réserves hongroises est désormais de **45%**, soit 2 fois plus qu'il y a un an.

Contribution additionnelle des groupes énergétiques

En **Tchéquie**, en raison de l'augmentation des prix de l'électricité sur les marchés de gros, le groupe énergétique ČEZ a multiplié par 8 son bénéfice net en 2022, passant à 80 Mds CZK (3,4 Mds€) contre 9,9 Mds CZK en 2021.

Le groupe a indiqué que sa contribution au budget de l'Etat s'établirait à plus de 100 Mds CZK cette année (4,3 Mds€) en comptant le versement de dividendes (l'Etat détient 70% du capital de la société), l'impôt sur les sociétés, la taxe nouvellement introduite sur les bénéfices exceptionnels du secteur énergétique, ainsi que la contribution additionnelle sur les revenus des producteurs infra-marginaux d'électricité.

En Slovaquie, après l'instauration en décembre 2022 d'une contribution de solidarité temporaire visant la raffinerie *Slovnaft*, les députés ont revu à la hausse en mars 2023 le **taux d'imposition de 55% à 70%**, tout en prolongeant son application sur l'année fiscale 2023.

La diversification énergétique passe par le biogaz en Lettonie

La Lettonie s'est engagée à remplacer une partie de sa consommation de gaz naturel par du biométhane produit localement. Avec 48 stations de biogaz, la Lettonie dispose d'un potentiel élevé pour développer la production de gaz d'origine renouvelable. En conséquence l'opérateur intégré de transport et de stockage de gaz naturel en Lettonie (Conexus) prévoit de développer quatre sites d'injection de biométhane dans le réseau de gaz naturel existant.

Autres secteurs

Restriction du droit d'accès à la propriété immobilière

En Lituanie, le président de la Commission de la sécurité nationale et de la défense au Parlement a proposé des restrictions au droit d'accès à la propriété immobilière pour les citoyens russes et biélorusses. Alors que le Parlement envisageait *in fine* d'exempter les Biélorusses, le président de la République a imposé que Russes et Biélorusses soient soumis aux mêmes mesures.

L'Estonie poursuit son aide aux ménages ukrainiens

Au cours du dernier hiver, l'*Estonian Refugee Council* a apporté une aide financière à environ 215 000 Ukrainiens, notamment 5 000 ménages vulnérables. 39 M€ ont été utilisés, soit environ 61€ par personne par mois. L'aide se concentre sur les ménages restés en Ukraine et sur les réfugiés ukrainiens arrivés en Géorgie. À compter de la mi-avril, cette aide sera complétée par un programme de distribution de nourriture, entre Zaporizhzhia, Donetsk et Kharkiv – visant à aider 15 000 personnes.

Autres faits saillants

Pologne

Nominations

Marek Wesoly a été nommé secrétaire d'État auprès du ministre des Actifs publics, et plénipotentiaire pour la transformation des entreprises énergétiques et minières.

Anna Moskwa a nommé **Krzysztof Gołębiewski** au poste d'Inspecteur Général de la Protection de l'Environnement (GIOŚ). Depuis le 8 septembre 2022 il était adjoint à l'Inspecteur Général de la Protection de l'Environnement par intérim. Pour rappel, Michal Mistrzak, ancien Inspecteur Général, a été révoqué en août 2022 suite à l'épisode de pollution de l'Oder.

Energie

Mi-mars, le Fonds national pour la protection de l'environnement et la gestion de l'eau (NFOŚiGW) et Orlen Synthos Green Energy (OSGE) ont signé un accord de coopération sur les petites centrales nucléaires (SMR).

Début mars, Polska Grupa Energetyczna (PGE) et ZE PAK ont signé un accord préliminaire en vue de créer une société dédiée à la construction d'une centrale nucléaire à Pątnów.

- *électricité et chaleur*

Le 20 mars Rafako et Tauron Wytwarzanie ont conclu un accord mettant fin à leur litige concernant la maintenance de la centrale au charbon de 910 MW à Jaworzno.

- *renouvelables*

Mi-mars, le président a signé une modification de la loi sur les éoliennes *onshore* qui permettra de construire des parcs éoliens jusqu'à 700 m de bâtiments résidentiels.

Le gouvernement a adopté fin février le projet de loi spéciale sur la construction de centrales électriques de pompage-turbinage. Cette loi vise à faciliter et améliorer le développement de ces centrales servant au stockage d'électricité. Le projet a été transmis à la Diète début mars.

Environnement

Le 2 mars, la Cour de justice de l'Union européenne a condamné la Pologne pour manquement aux directives européennes « habitats » et « oiseaux ». Selon la CJUE, le législateur polonais a méconnu ses obligations en prévoyant que la **gestion forestière** exécutée conformément aux exigences de bonne pratique en matière de gestion forestière ne viole pas les dispositions du droit de l'UE relatives à la conservation des ressources, des formations et composantes naturelles particulières. Il a également omis d'adopter toutes les dispositions législatives nécessaires pour assurer la possibilité, pour les organisations de protection de l'environnement, de saisir un tribunal afin d'examiner la légalité, quant au fond et à la procédure, des plans de gestion forestière. Voir l'arrêt : <https://eur.eu/f/5ma>

- aménagement urbain

Début mars, le Conseil des Ministres a adopté un projet d'amendement de la loi relative à l'urbanisme et à l'aménagement urbain visant, avant tout, à unifier, accélérer et à simplifier les procédures liées à l'aménagement urbain. Le document prévoit, entre autres, la **mise en place d'un nouvel outil de planification** adopté obligatoirement et couvrant toute la commune dans le rang d'un acte de droit local, soit un plan général, **et d'un registre urbain électronique et à libre accès**, qui sera une source de données et des informations sur l'aménagement du territoire qui sera disponible à partir de 2026.

- déchets

La Banque Européenne d'Investissement a accepté d'augmenter d'1 Md PLN (0,2 Md€) à 6 Mds PLN (1,3 Md€) l'enveloppe dans le cadre du Fonds de Modernisation dédiée au programme de construction des installations de traitement thermique des déchets municipaux géré par le Fonds National de la Protection de l'Environnement et de la Gestion de l'Eau (NFOŚiGW). Pour rappel, 39 demandes de subvention et 39 demandes de prêt en 2022 ont été déposées fin 2022 dans le cadre du programme « gestion rationnelle des déchets – utilisation de combustibles alternatifs pour la production de l'énergie » lancé par NFOŚiGW. Le montant total indispensable pour la réalisation de ces investissements s'élève à presque 17 Mds PLN (3,6 Mds€).

La Pologne paie 1,7 Md PLN (0,36 Md€) de taxe plastique par an. Selon la Fédération des Entrepreneurs Polonais, la mise en place d'un système de consigne permettrait de diminuer ce montant de 400 M PLN (86 M€). Pour rappel, depuis le 1^{er} janvier 2021, pour chaque kg de déchets d'emballages en plastique qui n'est pas recyclé en fin de vie, les États Membres doivent verser 0,80 €. En Pologne, seul 1/3 des déchets de matières plastiques est recyclé.

Dans son dernier rapport relatif aux incendies de décharges des déchets, la Chambre suprême de contrôle (NIK) a indiqué que la coopération des différentes institutions des administrations publiques en matière de prévention des incendies était mal gérée, en particulier en ce qui concerne l'échange d'information entre les inspections de la protection de l'environnement, maréchaux des voïvodies et les commandants locaux des pompiers. Pour rappel, dans la période 2017-2022, 754 gros incendies de décharges des déchets ont eu lieu en Pologne, dont 243 en 2018. Souvent, les incendies se sont déclenchés sur la même décharge.

- eau

La Commission européenne a adressé, le 27 mars, une lettre de mise en demeure à 20 États membres, dont la Pologne, pour manquement à l'obligation qu'ils avaient de lui communiquer, avant le 12 janvier 2023, leurs mesures de transposition en droit interne de la directive 2020/2184 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Les États membres étaient

tenus de transposer ces nouvelles dispositions de l'UE dans leurs systèmes nationaux pour le 12 janvier 2023 et de communiquer leurs mesures nationales de transposition à la Commission.

Infrastructures de transport

Dans le cadre du Programme d'acquisitions volontaires, lancé pour acquérir des terrains en vue de la construction du Pôle Multimodal Central CPK. À ce jour, la société CPK a acheté près de 500 ha et 2 600 ha sont en cours d'acquisition.

La société PKP Polskie Linie Kolejowe S.A. a augmenté la limite de revalorisation de 5 % à 10 % pour les contrats réalisés dans le cadre des Programmes Opérationnels Régionaux. La société indique également qu'elle a pris des mesures pour inclure ce montant dans le Programme Ferroviaire National (KPK).

Transports

- routier

Le 27 mars dernier la Pologne a été le seul pays à voter contre l'interdiction de vente des voitures neuves équipées de moteur à essence ou diesel à partir de 2035. Selon le gouvernement, l'interdiction pèserait sur le budget des familles polonaises, empêcherait des millions de personnes d'utiliser suffisamment les moyens de transport et porterait atteinte à l'industrie du pays qui produit des composants pour de nombreuses grandes marques automobiles mondiales.

- ferroviaire

En janvier 2023 les opérateurs ferroviaires en Pologne ont transporté plus de 29,6 M de passagers ce qui est le meilleur résultat pour le mois de janvier depuis 2012. Le volume de marchandises transportées a atteint 20,4 Mt, soit une hausse de 3,7% en g.a.

CFL multimodal, société nationale des chemins de fer luxembourgeois, et KLOG Logistics Solutions (Portugal) ont annoncé la mise en place d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Sète et Poznan. Celle-ci vise à assurer l'approvisionnement en produits d'ameublement pour Ikea sur le marché espagnol et en vêtements de mode pour Inditex, propriétaire de marques telles que Zara, Bershka et Massimo Dutti, à Poznan où l'entreprise espagnole dispose de son entrepôt pour les commandes en ligne en Europe centrale.

Lors du VI^{ème} Congrès « Air Pur » qui s'est tenu début mars à Varsovie, SKM Warszawa, opérateur ferroviaire de passagers appartenant à la mairie de Varsovie, a rejoint l'initiative « rail vert » (Zielona Kolej) mis en place par l'initiative sectorielle Centre de l'Efficacité Énergétique du Rail. L'initiative vise à atteindre 50% d'EnR dans la production d'énergie pour le rail d'ici 2025, 85% d'ici 2023 et à terme, 100%.

- aérien

Au cours des trois premiers trimestres de 2022, les aéroports polonais ont desservi 30,9 M de passagers, ce qui représente une augmentation de 101,5% par rapport à l'année 2021 et une baisse de 18,7% par rapport à 2019. Parmi les aéroports, le plus grand nombre de passagers a été accueilli par : aéroport de Varsovie : 10,7 M (+5,6 M par rapport à 2021 et -3,7 M par rapport à 2019), aéroport de Cracovie : 5,4 M (+3,7 M par rapport à 2021 et -0,79 M par rapport à 2019), aéroport de Katowice : 3,5 M (+1,8 M par rapport à 2021 et -0,4 M par rapport à 2019).

Selon les prévisions du conseil d'administration, en 2022 LOT a généré un bénéfice net de plus de 100 M PLN (21,5 M€) et desservi 8 M de passagers. Pour rappel, en 2021, avec 4,2 M de passagers, la compagnie a enregistré une perte nette d'1,3 Md PLN (272 M€) contre un profit de 68,9 M PLN (14,4 M€) en 2019 où elle a transporté un nombre record de 10 M de passagers.

Hongrie

Energie

- électricité

Selon Gábor Czepek, secrétaire d'Etat pour l'administration publique au sein du ministère de l'énergie, les besoins en énergie de la Hongrie pourraient augmenter de 55%, notamment en raison de la stratégie de développement de la production industrielle. L'extension de la durée de fonctionnement de la centrale nucléaire de Paks est donc jugée fondamentale pour répondre à ces besoins. Les énergies renouvelables seront développées, mais les centrales électriques au gaz resteront au cœur du mix énergétique car elles permettent de bien répondre aux variations de la demande d'électricité. Le gouvernement souhaite aussi améliorer le réseau électrique, à hauteur de 1 000 Mds HUF (2,8 Mds€).

La filiale hongroise de Schneider Electric a organisé, le 17 mars, une cérémonie de pose de première pierre en présence de Péter Szijjártó pour sa nouvelle usine « climatiquement neutre ». L'investissement, d'une valeur totale de 16 Mds HUF (43 M€) et soutenu par l'Etat à hauteur de 2,3 Mds HUF (6,1 M€), devrait créer 500 emplois dans la région à partir de 2025.

- nucléaire

La Hongrie a rejoint la Coopération internationale dans le domaine nucléaire. Les 11 États-membres de l'UE qui composent cette alliance ont signé une déclaration à Stockholm, qui vise à renforcer la coopération européenne dans le domaine de l'énergie, à soutenir mutuellement des nouveaux projets de développement nucléaire, et à lancer des programmes de formation en commun. Les onze États soulignent que l'énergie nucléaire est l'un des outils qui permet d'atteindre les objectifs climatiques, de produire de l'électricité de base et d'assurer la sécurité de l'approvisionnement.

L'Egypte et la Hongrie ont signé un partenariat stratégique en matière de formation et de technologie. Le ministre des Affaires étrangères et du commerce a expliqué que les deux pays travaillaient sur des blocs de centrales nucléaires dont les constructeurs et la technologie utilisée étaient identiques. L'Egypte devrait d'ailleurs fournir à la Hongrie, a priori dès 2026, du gaz naturel liquéfié à la suite du développement des infrastructures nécessaires en Grèce.

Balázs Orbán, Directeur des affaires politiques au cabinet du Premier ministre a exprimé son inquiétude au Financial Time sur l'avancement de Paks2. Différentes alternatives seraient à l'étude, parmi lesquelles le retrait de Rosatom. En revanche, Péter Szijjártó et Rosatom ont démenti ces informations. Le ministre hongrois s'est entretenu avec son homologue russe, Alexander Novak, pour précisément évoquer l'avancement du projet Paks2. Les deux ministres ont jugé satisfaisante la coopération en matière d'énergie atomique et Péter Szijjártó a rappelé la détermination du gouvernement hongrois à empêcher toute sanction européenne qui porterait sur le secteur nucléaire russe.

Dans un podcast pour le site d'information 24, Attila Aszódi, ancien commissaire du gouvernement chargé du projet de Paks2 a suggéré que le contrat avec Rosatom pourrait être annulé, ce qui permettrait au gouvernement de se tourner vers d'autres entreprises. M. Aszódi a notamment mis en avant les risques en matière de délai de construction et a exprimé des doutes vis-à-vis de la qualité globale de la prestation de Rosatom, notamment dans un cadre réglementaire européen.

- pétrole

Le gouvernement a mis en place une nouvelle taxe pour MOL. Cette dernière est redevable depuis le 1^{er} avril 2023 d'une taxe de 2,8% sur ses revenus nets. En contrepartie, MOL bénéficierait d'une réduction de la taxe sur les surprofits réalisés sur l'écart des tarifs entre les qualités Oural

et Brent et d'une diminution de certains frais de concessions. La nouvelle base d'imposition repose désormais sur cette différence de prix du baril Oural et Brent, à laquelle seront soustraits 7,5 USD. L'impact global de ces changements devrait être neutre pour MOL. Les analystes de marché considèrent toutefois cette évolution réglementaire comme une incitation à augmenter la production hongroise d'hydrocarbures.

Le conseil d'administration de MOL va consulter ses actionnaires avant d'augmenter les dividendes du groupe. Il envisage un dividende de 150 HUF par action, contre 100 HUF l'an dernier, auquel s'ajouterait un dividende exceptionnel de 200 HUF. Le total des dividendes atteindrait 279,8 Mds HUF (744 M€). Pour rappel, la compagnie a réalisé un profit de 628 Mds HUF (1,7 Md€) sur l'année 2022.

- renouvelables

Le ministre de l'énergie a récemment indiqué que la production d'énergie photovoltaïque pourrait atteindre 10 à 12 GW d'ici à 2030, bien au-delà des 6 GW annoncés. Les nouvelles demandes des ménages pour rejoindre le réseau pourraient par ailleurs être rapidement à nouveau traitées.

Alteo a lancé sa première chaudière électrique de 5 MW à la centrale de Sopron (investissement de 600 M HUF). L'installation transforme l'électricité produite en vapeur à partir de sources renouvelables et sera utilisée dans la centrale thermique de Sopron. Alteo possède et exploite 26 unités de centrales électriques et utilise en grande partie des sources d'énergie renouvelables, notamment des centrales éoliennes, des hydroélectriques, des photovoltaïques et des usines de biogaz. Outre Sopron, 5 centrales thermiques sont exploitées à travers le pays. La société a clôturé l'exercice 2021 avec un chiffre d'affaires proche de 44 Mds HUF (117 M€) et un bénéfice supérieur à 5,9 Mds HUF (15,7 M€).

MVM Green Generation, filiale de MVM, construit un parc solaire d'une capacité de 28,8 MW près de l'aéroport de Kunmadaras. L'investissement s'élève à 11 Mds HUF (29 M€), dont 37% financés par des fonds européens. La centrale photovoltaïque pourra produire en moyenne 121 586 GJ/an, soit l'équivalent des besoins annuels en électricité de 15 000 foyers.

Le 25 mars, la production d'énergie solaire a atteint un niveau pic en Hongrie, à 2 365 MW. Un deuxième record a aussi été battu le 25 mars, puisque les exportations hongroises d'électricité ont atteint 1 500 MW sur 1h, plus haut niveau atteint depuis le début de la collection de ce type de données, en 1998.

Contrairement à ce qui était prévu, le gouvernement ne s'est toujours pas prononcé sur l'installation d'éoliennes et n'a pas non plus engagé de consultation publique sur le sujet. Antal Csardi, député national du parti LMP, regrette aussi que cette question soit systématiquement évincée de l'agenda parlementaire, alors même que son groupe souhaiterait en débattre. Néanmoins, des discussions sont en cours au sein du Fidesz sur l'opportunité de modifier les règlements en matière d'éoliennes.

Veolia rouvrira la centrale électrique d'Oroszlány au premier semestre 2024, après avoir transformé l'ancienne centrale au charbon en combustible de biomasse. La transformation de cette centrale, fermée il y a sept ans pour des raisons environnementales, sera le cinquième projet de modernisation mené par Veolia. L'usine renouvelée emploiera 350 travailleurs pour produire 600 GW d'électricité. Veolia possède 10 centrales électriques au total en Hongrie.

L'université d'Óbuda propose un cours sur la production de batteries automobiles de type Li-ion et envisage la délivrance d'un diplôme d'ingénierie spécialisée sur les batteries. Samsung-SDI souhaite créer des bourses et proposer des stages professionnels dans son usine de Göd.

- gaz

Selon le Premier ministre Viktor Orbán, la Hongrie a besoin de construire au moins 2 à 3 grandes centrales à gaz pour desservir les centres industriels bâtis à l'est du pays. Son ministre de

l'énergie a précisé que le groupe MVM avait déjà lancé des procédures de marchés publics ouvertes et conditionnelles pour la construction des centrales à gaz CCGT. Csaba Lantos a confirmé qu'il y aurait deux unités : à Tiszaújváros, d'une puissance maximale de 500 MW (5 200 GWh/an), et à Mátrai Erőmű, d'une puissance de 650 MW (3 800 GWh/an). Ces centrales pourraient être fonctionnelles dès 2028.

Selon des données d'Eurostat diffusées par le G7, la Hongrie a payé le m³ de gaz russe 556 HUF (1,5 €) en janvier, soit 30% de plus que la moyenne de l'UE. Cette différence s'expliquerait notamment par le contrat signé l'automne dernier et qui prévoyait la livraison de 700 M m³ de gaz supplémentaires. Or, ce contrat prend pour référence les prix de l'été, bien supérieurs aux prix maintenant pratiqués sur le principal marché à terme européen, qui est situé aux Pays-Bas.

Transport et infrastructures

- urbaines

La ligne de métro M3 de Budapest a été réouverte. La modernisation du métro a été mise en œuvre grâce à la coopération du gouvernement, de la ville et de l'UE. Le coût final de la rénovation s'est élevé à 225 Mds HUF (600 M€), dont 178 Mds HUF (474 M€) issus de fonds européens.

Le nombre de stations publiques de recharge électrique continue d'augmenter, selon l'agence de régulation hongroise MEKH. Fin 2022, MEKH dénombrait 2 147 stations publiques contre 1 880 un an plus tôt, soit une hausse de 14,2%. Ces stations ne sont pas installées de façon homogène sur le territoire, puisque la capitale en compte 731 et le comté de Pest 292, soit 48% du total national.

Le groupe MOL a augmenté sa flotte de vélos partagés avec la création de 7 nouvelles stations dans le troisième arrondissement de Budapest. MOL dispose actuellement de 2 260 vélos répartis en 190 stations situées à Budapest. Le service existe depuis 9 ans et a été qualifié de « success story » par le maire de la ville, Gergely Karácsony.

Afin de réduire sa dépendance au gaz, la ville de Szeged met en place l'un des plus grands systèmes de chauffage géothermique d'Europe. Un réseau de canalisations est creusé jusqu'à 2 000 m de profondeur, où l'eau atteint 90°C. Dès 2024, le chauffage urbain géothermique alimentera 27 000 appartements ainsi que plusieurs infrastructures scolaires et sportives. Il s'agit du plus grand projet géothermique d'Europe, exception faite de l'Islande.

Transport

- routier

L'interconnexion des réseaux routiers hongrois et roumain va s'intensifier selon le ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce, et Sorin Mihai Grindeanu, ministre roumain des transports et des infrastructures. En accord avec l'objectif de construction d'une nouvelle interconnexion tous les 5 ans, l'autoroute hongroise M44 devrait être reliée d'ici à 2030 à l'autoroute roumaine qui va d'Arad à Oradea.

- électro-mobilité

L'entreprise chinoise CATL porte le projet d'investissement à Debrecen d'une usine de batteries, d'un total de 7,3 Mds€. Le projet se déroulera en 3 phases et les travaux de construction devraient débuter au second semestre 2023. L'usine produira des cellules de batteries et des modules et consommera d'abord 3 378 m³ d'eau/ jour, puis 10 000 m³ lors de la troisième phase du projet.

Le parti LMP et l'organisation de protection de l'environnement Védegylet ont contesté devant le tribunal de Debrecen le permis octroyé à CATL pour l'implantation de son usine, considérant que l'évaluation du gouvernement sous-estime l'impact environnemental de l'usine et ne respecte pas les obligations légales en matière de protection des ressources naturelles.

Le comité électoral national a rejeté, par 8 voix contre 7, la proposition de référendum portée par le parti LMP sur l'implantation d'usines de batteries. La proposition prévoyait l'organisation de référendums locaux avant toute installation de nouvelle usine de batteries. Le parti LMP a organisé plusieurs rassemblements devant le siège du comité électoral national pour protester contre l'interdiction de tenir un référendum sur l'implantation d'usines de batteries. Selon le numéro deux du groupe LMP au Parlement, le refus tient à ce que le Fidesz est conscient que les usines de batteries sont impopulaires et souhaite donc éviter que la population ne se prononce à leur sujet. A Győr, de 350 à 400 personnes ont manifesté le 20 mars contre l'expansion du parc industriel et la possibilité qu'une usine de batterie vienne s'y implanter.

- aérien

Le ministre du développement économique a rappelé que le gouvernement considérait l'aéroport de Budapest comme un actif stratégique et sa détermination pour l'acquérir. Des discussions avec l'opérateur de l'aéroport sont en cours et un accord pourrait être conclu d'ici fin 2023. Néanmoins, l'Etat semble ouvert à l'entrée au capital de l'aéroport d'acteurs privés, et le chef de cabinet du Premier ministre a même émis la possibilité que l'Etat ne soit qu'un actionnaire minoritaire.

Chris Dinsdale, PDG de l'aéroport de Budapest, quittera ses fonctions fin juillet. A partir du mois d'août, il occupera le poste de président et chef de la direction de l'aéroport de Calgary au Canada.

La compagnie roumaine AirConnect annonce la liaison Budapest-Kolozsvár (Cluj). Cette initiative concurrence la compagnie hongroise, Aeroexpress, qui assure déjà une liaison entre les deux villes depuis l'année passée. Dans les deux cas, le vol dure 1h15.

Selon le président de Wizz Air, Robert Carey, la compagnie aérienne comptera plus de 200 appareils à horizon 2024 et a déjà passé commande pour 350 avions supplémentaires. De nouvelles lignes vers Copenhague et Sharm El-Sheik seront ouvertes et la compagnie prévoit d'augmenter le nombre de vols vers certaines de ses destinations. Actuellement, Wizz Air en dessert 71 depuis les aéroports de Budapest et Debrecen, réparties dans 30 pays. Alors même que l'ensemble du secteur de l'aviation n'a pas encore retrouvé son niveau d'activité de 2019, Wizz Air transporte 60 à 70% de passagers de plus qu'à cette époque.

Ryanair a perdu son procès en appel après sa condamnation à une amende de 300 M HUF (0,8 M€), infligée à la compagnie au nom de la protection des consommateurs. Pour rappel, la justice a considéré que Ryanair avait transféré à ses clients la charge de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices supplémentaires du secteur aérien mise en place par le gouvernement hongrois en mai 2022. La compagnie aérienne – dont les rapports avec le gouvernement hongrois sont notoirement mauvais – conteste cette décision et envisage de porter l'affaire devant la Cour de justice européenne.

République Tchèque

Energie

Le ministère de l'Environnement a annoncé le lancement d'un nouvel appel à projets doté de 73 M€ financé sur fonds européens pour le remplacement des chaudières par des méthodes de chauffage moins émettrices (pompe à chaleur, chaudières biomasse). Ce soutien ciblera en priorité 15 000 ménages à faible revenu. *Plus d'informations sur le site du ministère :* mzp.cz

Le ministère de l'Industrie et du Commerce a lancé un appel à projets doté de 3 Mds CZK (130 M€) à destination des gestionnaires de réseau de distribution d'électricité pour soutenir l'installation de compteurs d'électricité intelligents, afin de renforcer les économies de consommation et développer l'énergie communautaire (partage de l'électricité à partir de sources renouvelables). *Plus d'informations sur le site du ministère :* mpo.cz

- nucléaire

En visite à la centrale électrique à charbon de Dětmarovice, le ministre des Finances Zbyněk Stanjura a déclaré que la République tchèque pourrait disposer à l'avenir de 12 petits réacteurs modulaires (SMR) pour remplacer la production d'électricité à partir de charbon. Ces derniers mois, l'énergéticien public ČEZ a signé des protocoles de coopération dans le domaine des SMR avec plusieurs sociétés (NuScale, GE Hitachi, Rolls Royce, EDF, Westinghouse, KHNP, Holtec).

- biogaz

GasNet, le plus grand distributeur de gaz de République tchèque, a connecté à son réseau une nouvelle usine de production de biométhane à partir de déchets biodégradables, située à Horní Suchá près de Karvina. Il s'agit de la troisième usine de ce type dans le pays. Le volume quotidien de biométhane produit atteint 2 000 m³ avec une capacité de traitement de 20 000 t de déchets par an.

Transport et infrastructures

Le conseil des ministres a approuvé un amendement à la loi sur les infrastructures linéaires qui prévoit un délai contraignant maximal de 4 ans pour l'octroi du permis de construction pour les ouvrages les plus importants d'infrastructures routières, ferroviaires et de transport par eau dont les coûts d'investissement sont d'au moins 7,5 Mds CZK (0,3 Md€). Cette adaptation de la législation résulte de la transposition de la directive européenne sur le réseau transeuropéen de transport. L'accélération de la procédure pourrait ainsi concerner les autoroutes D11, D35, D6 et D52, l'achèvement du périphérique de Prague (partie nord) et les connexions ferroviaires transfrontalières.

- ferroviaire

Lors de la conférence annuelle « Rails 2023 » du 30 mars 2023 organisée par le gestionnaire d'infrastructures ferroviaires SZ et Sudop, SZ a souligné l'importance d'une bonne coordination des autorités publiques concernées (ministères techniques, législateur), ainsi que de l'écosystème ferroviaire tchèque pour la réussite du projet LGV. Le cadre juridique et la question du financement du projet dans la durée sont également des sujets d'attention, ce qui implique d'étudier différentes solutions de financement dont les obligations vertes et les PPP (pour mémoire, le projet LGV tchèque représente 784 km de lignes nouvelles à construire, pour un coût estimatif actualisé de 1 200 Mds CZK soit 49 Mds€ sur la période 2022-2050).

SZ a annoncé que la ligne Prague - Wrocław ne sera en LGV que sur le tronçon entre Prague et Hardec Králové, avec une branche vers Pardubice, tandis que le reste de la ligne vers la Pologne (Wrocław puis Varsovie), ne serait qu'une ligne conventionnelle.

SZ va renforcer le volet communication du projet pour mieux le faire connaître dans les régions concernées (élaboration d'une stratégie de communication, appel à une agence de communication et à un spécialiste en communication de crise, centre d'information mobile équipé de la technologie audiovisuelle offrant aux citoyens du matériel promotionnel et un espace pour les échanges avec le gestionnaire SZ).

Certains acteurs de l'industrie ferroviaire tchèque (dont SUDOP, AŽD, EŽ Electrification des rails, Starmon, Chládek a Tintěra) ont lancé l'initiative « LGV Tchéquie » afin de mieux valoriser l'offre tchèque et maximiser la participation des entreprises tchèques à la réalisation du projet.

L'un des plus importants appels d'offres concernant les études de conception des lignes, d'un montant de 497 M CZK (21 M€), a été lancé en vue de l'élaboration des documents nécessaires à la délivrance de permis de construire pour un nouveau tronçon ferroviaire de 22 km entre Blažovice et Vyškov sur la ligne Brno-Přerov.

Intéressée par le projet LGV tchèque, l'une des plus grandes sociétés de construction polonaises, BUDIMEX, a ouvert un bureau à Prague et s'apprête à créer une filiale tchèque. L'arrivée de cet acteur pourrait stimuler la concurrence et favoriser la baisse des prix des marchés.

L'opérateur ferroviaire privé RegioJet a remporté son plus gros contrat dans le domaine du transport sous contrat de service public pour l'exploitation de trains rapides sur la ligne R9 Prague – Havlíčkův Brod – Jihlava/Brno à partir de décembre 2026, son offre étant de 16% moins chère que celle de l'opérateur national České dráhy (ČD). L'opérateur va déployer sur cette ligne de nouveaux trains de PESA, aptes à une vitesse de 200 km/h.

Le gestionnaire ferroviaire SZ a lancé un important appel d'offres pour l'installation du système de signalisation ETCS sur la ligne ferroviaire de Týn n. Vltavou – Temelín-frontière allemande pour un montant estimé à 11,8 Mds CZK (0,5 Md€). Le contrat porte sur l'implantation du système en mode d'exploitation exclusive sur un tronçon de plus de 100 km et le service tout au long de la vie de l'équipement. Jusqu'à présent, SZ avait opté pour des contrats plus petits pour des tronçons plus courts, ce qui aurait découragé la participation de grands acteurs étrangers.

- mobilité verte

Le groupe industriel et technologique tchèque Czechoslovak Group (CSG) a acquis une participation de 20% du capital du groupe français Gaussin, devenant ainsi l'actionnaire majoritaire de l'entreprise. Cette acquisition permet à CSG, déjà actif dans les secteurs du transport et de l'automobile (propriétaire de Tatra Trucks), d'élargir son portefeuille au secteur des véhicules sans émission (électrique/hydrogène) et autonomes pour les activités logistiques dans lequel Gaussin est l'un des leaders mondiaux.

Une deuxième station de ravitaillement en hydrogène a été ouverte par Orlen Unipetrol à Prague Barrandov, après celle d'Ostrava. Selon le ministre des transports Martin Kupka, le Plan de mobilité propre prévoit la construction de 12 stations d'ici 2025 et de 80 à l'horizon 2030. Selon le ministre, ce plan nécessitera encore une mise à jour afin d'être conforme aux exigences du projet de règlement de l'UE sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs (AFIR) selon lequel une infrastructure hydrogène doit être construite tous les 200 km sur le réseau principal RTE-T.

- transports urbains

L'appel d'offres pour la construction de la deuxième phase de la nouvelle ligne du métro D à Prague : le processus d'évaluation de trois offres soumises (dont celle de VINCI) est en cours et enregistre à ce stade un retard d'un mois. L'autorité de la concurrence a en outre été saisie pour ce marché. La valeur estimée du contrat, initialement de 25 Mds CZK (1 Md€), pourrait être plus élevée en raison de la hausse du prix des matériaux de construction et des travaux.

Fonds européens

La République tchèque a reçu de l'Union européenne, le 22 mars, le versement par la facilité de reprise et de résilience (FRR) d'une première tranche de son plan de relance (PNRR) d'un montant de 928 M€. Ces fonds ont été débloqués à la suite de la mise en œuvre réussie de 37 étapes et objectifs dans les domaines de l'éducation numérique, de la santé, de la transparence du système de gestion des conflits d'intérêts et des investissements dans la reconstruction des infrastructures de transport. Un préfinancement de 915 M€ avait déjà été versé à la Tchéquie en 2021 pour son plan de relance.

Slovaquie

Energie

Selon Eurostat, depuis 2013, les parts de marché des principaux groupes énergétiques ont baissé. C'est le cas du principal électricien de Slovaquie – Slovenske elektrarne. En effet, sa part dans la

production d'électricité est passée de 83,8 % en 2013 à 63,7 % en 2021. Par contre, en ce qui concerne la société qui distribue le plus grand volume dans les différents Etats membres, la part de SPP est passée de 67,5 % en 2013 à 80,5 % en 2021.

Les ménages slovaques sont peu enclins à changer de fournisseur d'énergie. Pendant la période 2017-2022, le changement du fournisseur de gaz a oscillé entre 1,4 % en 2022 et 4 % en 2021. La compagnie de gaz publique conserve sa domination sur le marché (ménages) avec une part de marché de 67 %, suivie par Vychodoslovenska energetika (51 % Etat, 49 % groupe allemand E.On) avec une part de 17 % et ZSE Energia (51 % Etat, 49 % groupe allemand E.On) avec une part de 10 %. Concernant l'électricité, les changements de fournisseur d'électricité a oscillé entre 0,8 % en 2022 et 5,1 % en 2021. Le groupe ZSE Energia détient 38 % du marché des ménages suivi par Stredoslovenska energetika (51 % Etat, 49 % groupe tchèque EPH) avec une part de marché de 27 %, puis Vychodoslovenska energetika (21 %) et SPP (11 %).

- électricité

La société publique chargée du réseau électrique, SEPS, a réalisé un CA de 408 M€ en 2022, en baisse de 7,5 % en g.a. Pour autant, le profit a augmenté de 18 à 105 M€. Le profit en 2021 a été abaissé par la contribution au capital social de sa filiale – la société OKTE (chargée de l'organisation du marché spot d'électricité). Sans cette opération comptable, le profit en 2021 aurait atteint 109 M€.

En 2022, SEPS a réalisé des investissements de 52 M€, en hausse de 10,5 % en glissement annuel. Les investissements dans le réseau, les transformateurs et les stations de distribution ont représenté ¾ de tous les investissements. SEPS vise disposer d'un réseau capable de transmettre deux fois plus d'électricité qu'aujourd'hui d'ici 2050.

- nucléaire

Le troisième bloc nucléaire de Mochovce, dont le raccordement au réseau a été réalisé le 31 janvier, a atteint fin mars 55 % de sa puissance installée totale (471 MW).

- gaz

L'entreprise semi-publique Nafta, gérée par le groupe tchèque EPH et chargée des réservoirs de gaz et de l'extraction de gaz, réévalue un forage réalisé en 2004. Suite à la hausse des prix du gaz, l'exploitation d'un tel puit pourrait devenir rentable. Nafta évalue le potentiel de ce gisement à 100 M m³. Même si ce volume ne représente que 2 % de la consommation slovaque, ce projet contribuerait au renforcement de la sécurité énergétique du pays. Nafta planifie la construction de deux unités de cogénération sur le site avec une puissance installée totale de 5 MW. Le puits pourrait être opérationnel dès 2024 et l'investissement d'environ 9 M€.

- pétrole

L'entreprise publique Transpetrol chargée du transport de pétrole en Slovaquie, a déposé une demande d'autorisation auprès des autorités slovaques pour un projet d'agrandissement des réservoirs pétroliers situés à l'ouest du pays. Le projet de 80 M€ prévoit la construction d'ici 2026 de deux nouveaux réservoirs pour stocker au total 130 000 t de pétrole, soit 4 % de la consommation slovaque. Le projet doublera la capacité des réservoirs déjà existants sur le site.

Le 23 mars, la raffinerie Slovnaft (groupe hongrois MOL) a connu une grève de ses employés, demandant une hausse des salaires. La direction propose une hausse de 10 % mais les unions syndicales revendiquent une hausse de 18 % (inflation de 12,1 % en 2022). Les négociations se poursuivent. Il s'agit de la première contestation massive en dix ans.

- renouvelables

La Slovaquie ne dispose que de deux centrales éoliennes avec cinq turbines au total. Actuellement, les autorités slovaques examinent plusieurs projets totalisant 700 MW, la hausse des prix des énergies rendant ces projets désormais rentables. En outre, les autorités slovaques

ont supprimé l'année dernière la politique de non raccordement au réseau de nouvelles centrales éoliennes et solaires en place depuis dix ans. Les investisseurs déplorent la lenteur des processus d'autorisation (4-5 ans) et le prix trop élevé du raccordement au réseau (approximativement 62 000 €/MW). L'Association slovaque de l'industrie photovoltaïque et des énergies renouvelables estime les projets d'investissements dans les éoliennes à 1,4 Md€.

- gaz

Fin mars, les députés ont approuvé un amendement concernant la réglementation sur la chaleur urbaine. La déconnexion du réseau de chaleur urbaine sera facilitée pour les consommateurs qui préfèrent utiliser une autre ressource plus écologique : énergies renouvelables ou chaleur résiduelle. Par contre, l'amendement protège davantage le réseau central des déconnexions s'il s'agit d'un réseau à haute efficacité qui utilise les énergies renouvelables à 65 % et plus.

Transports

- routier

Fin mars, la Société nationale des autoroutes (NDS) a annoncé que le coût des travaux autoroutiers en 2023 s'élevait à 425 M€. A ce jour, il y a neuf projets en construction.

Fin mars, la NDS a lancé un marché public pour un tronçon autoroutier sur la voie rapide R1 entre Banská Bystrica et Slovenská Lupča (Slovaquie centrale, tronçon autoroutier de 3 km) d'une valeur estimée de 89,3 M EUR HT. Les travaux devraient durer 960 jours et les offres sont attendues jusqu'au 30 mai <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:198603-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

Le 28 mars, à l'initiative du ministre du Travail, le gouvernement réuni en conseil des ministres a approuvé la facilitation de l'attribution des visas nationaux pour les ressortissants de quelques pays tiers. Cette facilitation devrait remédier à la pénurie de chauffeurs de bus et de poids lourds. Ce visa national concerne 150 postes de chauffeurs de bus et 5 000 chauffeurs de poids lourds. Parmi les pays ciblés on retrouve la Biélorussie, la Serbie, la Macédoine, la Bosnie et Herzégovine, le Monténégro, la Géorgie, l'Arménie, la Moldavie, l'Ukraine, le Kirghizstan, le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Fin mars, le parlement a approuvé un amendement visant l'accélération des projets autoroutiers. Celui-ci prévoit que l'analyse « rapport coût/efficacité » par le ministère des finances soit réalisée après la procédure foncière, soit trop tardivement selon le ministère des finances pour optimiser le projet.

Fin février, la région de Trenčín a lancé un marché public concernant les services de transport routier public pour une période de 10 ans. Ce marché de 470 M€ est divisé en deux lots. Le premier concerne le transport interurbain entre six districts autour de la capitale de la région Trenčín, d'une valeur de 301 M€. Il s'agit de 119 lignes de bus/an soit 13,6 M km tarifaire. Le deuxième lot concerne les trois districts autour de la ville Prievidza. La valeur estimée de ce lot est de 169 M€. Les intéressés doivent assurer le fonctionnement de 84 lignes de bus/an soit 7,6 M km tarifaire, et ce à partir du 31 octobre. Les sociétés intéressées peuvent déposer leurs offres jusqu'au 6 avril, <https://ted.europa.eu/udl?uri=TED:NOTICE:106417-2023:TEXT:FR:HTML&src=0>

La société Eurovia (groupe Vinci) a proposé l'offre la plus basse pour la construction du contournement nord de Presov (troisième ville du pays située à l'est) et est la mieux placée pour remporter ce marché public. La valeur de ce projet de 10 km comprenant un tunnel de 2 km est estimée à 263 M€, mais les trois offres déposées ont été largement supérieures à cette estimation : Eurovia a proposé 337,8 M€, Dopřastav 338,7 M€ et Hochtief 346,9 M€.

Le ministère de l'Intérieur prévoit l'achat de 279 nouveaux radars pour un prix de 34 M€. Cet investissement devrait être financé par le Plan de relance. De ces radars, 200 devraient mesurer la vitesse, 52 assurer le respect du feu rouge et 18 le respect du « stop ». Aujourd'hui, la Slovaquie

ne dispose que de 20 radars pour mesurer la vitesse. Le nombre de procédures en cas d'infraction devrait augmenter de 24 000 à 500 000 en assurant des recettes annuelles de 14 M€.

- ferroviaire

Après le déraillement en Slovaquie le 1^{er} mars du Pendolino du transporteur tchèque Ceske drahy, la direction de cette société a envoyé une lettre critique au gestionnaire public des infrastructures ferroviaires slovaques, la société Zeleznice Slovenskej republiky (ZSR) exprimant son inquiétude concernant le mauvais état des infrastructures ferroviaires slovaques. Ceske drahy demande au gestionnaire slovaque d'améliorer la situation du réseau ferroviaire. Dans le cas contraire, Ceske drahy pourrait revendiquer le dédommagement des coûts liés à la réparation des trains endommagés.

L'Autorité de contrôle (NKU) pointe la situation critique du matériel ferroviaire roulant en Slovaquie dont seulement un sur neuf est nouveau ou modernisé. Selon NKU, la modernisation avance lentement et sans les fonds européens, elle ne se réaliserait pas ou juste d'une manière minimale. Depuis 2010, la société publique chargée du transport de passagers ZSSK a déployé 1 Md€ dans la modernisation de son parc. Pendant la période plus récente (2017-2021), il y avait 14 projets de modernisation d'un montant de 653 M€ dont huit projets sont toujours en cours (274 M€, 80 véhicules) et six ont été achevés (379 M€, 174 véhicules nouveaux ou modernisés).

- aérien

D'après l'étude du cabinet de conseil néerlandais CE Delft pour Greenpeace, le nombre de vols privés en Slovaquie est passé de 1 114 en 2021 à 2 528 en 2022, soit une hausse de 127 %. Ces vols ont engendré des émissions de CO₂ à hauteur de 10 000 t, selon Greenpeace, équivalent aux émissions de 6 666 véhicules. Le trajet le plus fréquenté était celui entre Bratislava et Prague.

La saison d'été à l'aéroport de Bratislava a commencé le 26 mars avec 37 lignes régulières dont 4 nouvelles destinations : Kaunas en Lituanie (Ryanair), Marsa Alam en Egypte (Air Cairo), Podgorica (Air Montenegro) et Athènes (Aegean Airlines). L'aéroport de Bratislava sera donc relié avec 17 pays. Le plus grand nombre de lignes sera opéré par Ryanair (22) et Smartwings (8). En ce qui concerne les vols charter en été, 38 destinations sont desservies.

Ryanair opérera 22 lignes cet été depuis Bratislava dont une nouvelle liaison avec Kaunas en Lituanie. Au total, il s'agira de 130 vols/semaine vers et à partir de Bratislava.

Lituanie

Energie

- éolien

En mars, la capacité des parcs éoliens a dépassé 1 GW et devrait atteindre 3,5GW d'ici quelques années. Les deux nouveaux parcs éoliens construits en mer baltique à l'horizon 2028 devraient augmenter la capacité de production de 5 à 6 TWh/an. L'ensemble des installations éoliennes permettront alors de produire 15 TWh, chaque année, grâce à un investissement total de 4 Mds€. Le gouvernement prévoit que ces investissements permettent à la Lituanie de répondre à 100% de la demande nationale (qui s'élève à 12,8 TWh en 2022) dans les cinq à sept prochaines années - contre 27% actuellement.

Les autorités ont ouvert le 30 mars la première enchère pour la création d'un parc éolien offshore – sans aide de l'état – d'une capacité de 700 MW. La deuxième enchère sera annoncée au troisième trimestre 2023, cette fois, pour la construction d'un parc éolien pouvant être soutenue par des aides de l'Etat. L'étude de l'infrastructure et du respect des exigences et des qualifications des entreprises en charge de la construction des parcs sera réalisée par BLIX Consultancy, fin 2023, pour un montant de 588 000 €. Seule l'entreprise publique Ignitis a pour le moment annoncé publiquement sa participation à la première enchère.

- solaire

Fin mars, sept entreprises opérant en Lituanie se sont vu accorder 10 M€ à se partager dans l'objectif de soutenir l'installation de centrales solaires. Parmi elles, les plus grosses sommes ont été allouées à Orlen Lietuva, Ikea, Neo Group et Achema qui ont obtenu entre 2,5 et 1,9 M€. Ces fonds ont été distribués par le Fonds européen de modernisation et permettront d'installer 56 MW de centrales solaires et d'empêcher l'émission d'environ 23 000 t de CO₂ par an. D'ici à 2030, la Lituanie devrait profiter de 700 M€ distribués par le fonds de modernisation européen, au total.

- marché du rééquilibrage énergétique

Face à la hausse de la production énergétique renouvelable, l'investissement dans les systèmes de stockage électrique est indispensable. Selon l'agence de presse BNS, l'utilisation de sources d'énergie renouvelable et de batteries de stockage pourrait permettre aux entreprises de réduire leur facture d'électricité de près de 40%. Si cette initiative commence à prendre forme près du parc éolien à Klaipėda, le marché du rééquilibrage énergétique reste aujourd'hui encore peu exploité. **Courant mars, le premier agrégateur de demande indépendant « Fusebox », validé par le conseil national de régulation de l'énergie VERT, est arrivé sur le marché lituanien.** Fusebox permet aux entreprises de réduire ou éteindre leurs appareils grâce à une centrale électrique virtuelle pour rééquilibrer la production énergétique.

- nucléaire

Deux entreprises ont répondu à l'appel d'offres clôturé fin mars concernant la construction d'installations de stockage en surface de déchets radioactifs, dont l'entreprise lituanienne de construction Panevezys Construction Trust (PST). Il s'agit du 4^{ème} appel d'offres, suite à l'échec des trois précédents, causé par la modification des conditions de l'appel d'offres, le non-respect des montants prévus et l'augmentation des frais de construction. Ce projet prévoit la construction à Stabatiškės de trois blocs en béton armé permettant de stocker jusqu'à 100 000 m³ de déchets radioactifs jusqu'à la fermeture de la centrale en 2038. Ensuite, le dépôt ne pourra plus être utilisé avant 200 ans et sera surveillé et protégé pendant au moins 100 ans.

Transport

- aérien

Le secteur aérien est en pleine expansion et a retrouvé des taux d'activité d'avant la pandémie. En 2022, le trafic de passagers dans les aéroports a connu une hausse de 116%. Entre janvier et février 2023, le nombre total de personnes utilisant les services aériens de la compagnie Air Baltic a augmenté de 78% par rapport à la même période l'année dernière. Rien qu'en Lituanie, février a été marqué une augmentation du nombre de vols réalisés (+11%) et du nombre de voyageurs (+82%) par rapport à l'année précédente. Pour répondre à la demande croissante de service aérien et en raison du rallongement des délais d'entretien des moteurs de ses avions, la compagnie lettone Air Baltic a décidé de louer quatre nouveaux avions pour la saison estivale de mars à novembre 2023. Un de ces nouveaux avions, plus grand, sera basé à Vilnius pour répondre à l'augmentation de la fréquentation de l'aéroport.

Les aéroports lituaniens ont également lancé en mars un appel d'offres pour l'exploitation de leurs places de parking situées dans les aéroports de Vilnius, Kaunas et Palanga qui se clôturera en juin. D'ici à 2024, l'opérateur sélectionné obtiendra la gestion d'un espace de plus de 65 600 m², de 3170 places au total et aura pour objectif de moderniser les espaces (avec notamment des bornes de recharge électrique).

- routier

En raison d'un manque de concurrence dans le secteur des transports interurbains, des amendements adoptés par le Seimas visent à permettre à de nouvelles compagnies d'entrer sur

le marché via la mise en place d'un modèle commercial plus libéral. Les textes entreront en vigueur en juillet 2023 avec une période de transition de 18 mois. Dans la capitale, la libéralisation du marché des transports publics consiste à transférer certains itinéraires à des opérateurs privés. L'opérateur choisi pourra concurrencer VVT sur les prix et la qualité tout en permettant d'augmenter la fréquence des liaisons.

Infrastructures

- immobilier

Le Fonds de Modernisation (FM) de l'UE va accorder un financement de 58 M€ pour la rénovation d'immeubles d'habitation. Cet investissement concerne les projets ayant préalablement été évalués à une classe d'efficacité énergétique B ou supérieure. Il permettra d'économiser 20 000 MWh et de réduire les émissions de CO₂ de près de 5 000 t chaque année. Ce financement représente la 8^{ème} tranche d'investissements du FM approuvée par la BEI pour la Lituanie.

Lettonie

Energie

En vertu des modifications apportées à la loi sur l'Energie, le marché du gaz naturel sera totalement ouvert à la concurrence à partir du 1^{er} mai 2023. Les clients pourront choisir librement parmi trois fournisseurs – le fournisseur historique « Latvijas Gaze », la compagnie énergétique « Latvenargo » et la compagnie estonienne « Elenger », filiale de « Eesti Gas ».

L'opérateur public de distribution de l'énergie électrique « Sadales Tīkls » bénéficiera d'un financement de presque 42 M€ sur les fonds UE « Facilité pour la reprise et la résilience » (FRR). Ce financement sera principalement dédié à la construction et reconstruction des lignes électriques à moyenne tension sur 75 km, au changement de 840 transformateurs et à l'installation des panneaux solaires pour assurer l'approvisionnement en électricité de presque 700 sous-stations électriques.

Infrastructures

Cinq entreprises et groupements ont répondu à l'appel d'offres lancé en janvier 2023 par la RB Rail AS, et portant sur le design et la construction du sous-système de contrôle-commande et de signalisation (CCS) de la totalité de ligne Rail Baltica. Parmi les candidats figurent i) GTS Deutschland GmbH (Allemagne), ii) Hitachi Rail STS S.P.A. (Italie), iii) groupement d'entreprises Indra Sistemas, S.A, AŽD Praha S.R.O (Espagne, Rép. Tchèque), iv) « SKGN Baltics » - Siemens, GRK Suomi OY, NRC Group Finland OY, Kontron Transportation GMBH (Lettonie, Allemagne, Finlande, Autriche), et v) « Alstom – Cobra – Fima » - Alstom Transport SA, Alstom Baltics SIA, Cobra Instalaciones y Servicios S.A, PS "Fima KZA Krakow" (France, Lettonie, Espagne).

Transports

En 2023, l'enveloppe budgétaire dédiée au domaine des transports représentera 740 M€, dont 308 M€ de fonds européens. 46 % de ces dépenses (342 M€) sont dédiées à la construction et l'entretien de routes nationales et régionales (travaux prévus sur 630 km, 139 bornes de recharge, infrastructure de micromobilité, etc). Le montant des fonds alloués pour le développement de transport ferroviaire et routier régional s'élèvera à 261 M€ (modernisation de l'infrastructure ferroviaire, ticket unique, etc). Les dépenses pour le projet Rail Baltica représenteront 117 M€ (nœud ferroviaire de Riga, 16 points régionaux de mobilité, terminal intermodal de Salaspils, connexion avec l'aéroport de Riga, etc).

Environnement

L'entreprise de gestion des déchets « CleanR » vient d'inaugurer le site de transformation des plastiques la plus moderne des Etats Baltes. Cette usine permettra de recycler le polystyrène ainsi que le plastique ABS (l'acrylonitrile-butadiène-styrène) et ses composants. Le montant des investissements pour la réalisation du projet s'élève à 5,4 M€.

Estonie

Nominations et élections

Le nouveau gouvernement estonien a été annoncé le 10 avril. La grande nouveauté réside dans la **création d'un Ministère du Climat**, fusion du Ministère de l'Environnement et d'une partie du Ministère des Affaires Economiques. Le Ministre du Climat, **M. Kristen Michal**, sera compétent sur les sujets environnementaux, énergétiques, transports et infrastructures.

Dans le même temps, le Ministère des Finances plaide pour une restructuration d'Eesti Energia et souhaite notamment renouveler une partie du conseil d'administration. Ainsi, le représentant du Ministère des Finances dans ce conseil d'administration, Toomas Porgand, a été remplacé par Kaur Kajak, à la demande d'Annely Akkermann – ministre des Finances jusqu'au 10 avril 2023. Les relations entre le gouvernement, et notamment la Première Ministre Kaja Kallas, et la direction d'Eesti Energia sont particulièrement difficiles depuis plusieurs mois.

Energie

La coalition gouvernementale a révélé plusieurs engagements généraux sur le plan énergétique. Plusieurs points sont liés aux énergies renouvelables et à l'exploitation des ressources naturelles (voir infra). Le nouveau gouvernement souhaite également réviser l'organisation d'Eesti Energia, opérateur énergétique national. Ainsi, il est probable qu'Eesti Energia n'exploite plus les mines de schistes bitumineux ni les connexions au réseau électrique estonien. Une refonte des objectifs doit également être discutée avec le nouveau conseil d'Administration d'Eesti Energia.

- renouvelables

L'entreprise Sunly, dont l'actionnaire principal est le groupe français Mirova, a annoncé un accord avec Telia, principal opérateur téléphonique d'Estonie, pour développer 100 parcs photovoltaïques autour des installations de Telia. Chaque parc comptera 36 panneaux solaires. La capacité totale est estimée à 1,8 MW, ce qui permet d'envisager une production annuelle de 1,8 GWh d'électricité. 70% de la production servira à alimenter les installations de Telia et le reste sera injecté sur le réseau.

Enefit Green, branche EnR d'Eesti Energia, va verser 55 M€ de dividendes à ses actionnaires pour 2022 – soit 0,2 c€ par action. 2,3 M€ seront ajoutés à la réserve de l'entreprise et 53 M€ seront réinvestis. Au total, Enefit Green a enregistré un profit net de 110 M€ en 2022.

- schistes bitumineux et énergies fossiles

Le gouvernement a annoncé que l'Estonie n'autoriserait pas l'ouverture de nouvelles mines de schistes bitumineux, à l'exception de la mine d'Uus-Kiviõli (dont le permis a été accordé en 2022). En revanche, le gouvernement ne s'opposera pas à une intensification de l'exploitation des mines actuelles. Cette annonce survient alors que l'Estonie a annoncé une hausse des émissions de CO₂ de son industrie énergétique de 23% entre 2021 et 2022, principalement imputable à la hausse de l'utilisation du schiste bitumineux dans la production d'électricité.

- nucléaire

Le groupe de travail interministériel dédié à l'énergie nucléaire a présenté une étude géospatiale quant aux potentiels lieux d'installation d'un SMR en Estonie. Quatre lieux sont retenus: Toila (comté de l'Ida-Virumaa), Kunda (comté de Viru-Nigula), Loksa (comté de Harju) et Varbla

(comté de Lääneranna). Le site de Paldiski a été rejeté pour des contraintes militaires, bien qu'il s'agisse du site présentant le plus d'avantages. La carte des sites est disponible [ici](#). Cette étude a été réalisée avec le cabinet *Steiger*, et ne prend parti pour aucune technologie.

Dans le même temps, l'entreprise Fermi Energia a organisé une nouvelle levée de fonds et a obtenu 1,7 M€. Ces fonds serviront à financer de nouvelles études préparatoires et des programmes de formation. Vattenfall AB, partenaire fort de Fermi Energia, a de nouveau participé à cette levée de fonds.

Transports

- *mobilité douce et automobile*

La ville de Tallinn a commencé la phase de tests pour les nouveaux tramways du producteur polonais PESA, dont la livraison est prévue en 2024. Tallinn a commandé 23 tramways, pour un montant estimé à 52 M€. Ces tramways permettront d'assurer le service sur la prochaine ligne de tram, actuellement en construction et devant relier le vieux port de Tallinn au centre-ville.

- *maritime*

En 2022, les ports estoniens ont vu transiter 7,1 M de passagers – avec 3,7 M d'arrivées en Estonie et 3,5 M de départs d'Estonie. La grande majorité des trajets (6,4M ; +50% par rapport à 2021) a été effectuée sur les lignes reliant Tallinn et Helsinki. Ces chiffres restent inférieurs aux chiffres observés en 2019, avant la crise sanitaire. Toutefois, ils sont bien meilleurs qu'en 2021 et le début d'année 2023 est également prometteur.

Le Port de Tallinn a vu transiter 1,05 M passagers lors du premier trimestre 2023 – une hausse de 45,7% par rapport au premier trimestre 2022. Cette hausse est portée par le renouveau des liaisons entre Tallinn et Stockholm (+77% en glissement annuel) et par l'intensification de la liaison entre Tallinn et Helsinki (+47% en glissement annuel).

Le Ministère des Affaires Economiques a approuvé un plan d'investissement de 13,5 M€ qui vise à développer les infrastructures de Saarte Liinid, entreprise publique en charge des opérations portuaires. Des quais seront construits ou améliorés à Rohukula, Heltermaa, Ruhnu et Kihnu. 9,5 M€ seront investis à partir du fonds de cohésion de l'UE.

- *aérien*

Le directeur de l'Administration des Transports a publiquement plaidé pour une suppression de la ligne aérienne entre Tallinn et l'île de Hiiumaa, la ligne ne dégagant que très peu de bénéfices directs. Aucune décision n'a été prise en ce sens, mais la municipalité de Hiiumaa a rappelé que cette ligne était indispensable au fonctionnement du système médical de l'île (sur 20 employés de l'hôpital de Hiiumaa, 18 vivent à Tallinn) – notamment en situation d'urgence.

- *ferroviaire*

Le nombre de passagers a progressé de 28,6% entre février 2022 et février 2023 – atteignant environ 567 000 passagers.

Infrastructures

- *construction et immobilier*

La rénovation énergétique du parc immobilier est présentée comme une priorité du prochain mandat, tout particulièrement pour les bâtiments publics. Le gouvernement souhaite favoriser, autant que possible, l'utilisation du bois dans les constructions. Aucun objectif chiffré n'a été présenté pour l'heure. Toutefois, le Ministère de l'Intérieur a exprimé son inquiétude quant au budget qui lui est alloué à cette fin : la rénovation énergétique des bâtiments gérés par ce Ministère coûte environ 20 M€ /an.

L'agence de financement du gouvernement estonien, Kredex, a lancé un appel à candidature pour la rénovation de logements le 10 avril, avec un budget estimé à 80 M€. **Il aura fallu moins**

de 24h pour que le volume maximal de candidature soit atteint. L'association des copropriétés estonienne espère que cela incitera le gouvernement à débloquer de nouveaux fonds pour la rénovation du parc immobilier.

La dernière étude d'Eurostat confirme la hausse des prix de l'immobilier en Estonie. Entre le dernier trimestre 2021 et le dernier trimestre 2022, le prix de l'immobilier à l'achat a augmenté de 3,6% et à la location de 2,5%. Sur le long terme, le prix moyen de l'immobilier a triplé depuis 2010 – faisant de l'Estonie le pays de l'UE ayant la plus forte inflation dans le secteur sur cette période.

- Rail Baltica

Rail Baltic Estonia a annoncé le résultat de deux appels d'offres majeurs. Le premier, estimé à 44,8 M€ (record actuel pour Rail Baltica en Estonie), concerne la construction du rez-de-chaussée du futur terminal d'Ülemiste. L'appel d'offre a été remporté par un consortium d'entreprises estoniennes, AS Merko Ehitus et KMG Infra OÜ. Le second appel d'offre, estimé à 27,2 M€, concerne la construction des voies au niveau du futur terminal d'Ülemiste. L'entreprise finlandaise GRK, par le biais de sa filiale estonienne et de son siège finlandais, a remporté cet appel.

Environnement

- forêt

Le nouveau gouvernement souhaite davantage de transparence dans la gestion des forêts estoniennes. **Une nouvelle stratégie forestière verra le jour**, proposant des nouvelles limitations et des nouveaux mécanismes financiers afin de concilier protection de la forêt et défense de l'industrie sylvicole.

En 2022, les propriétaires privés de forêt ont planté environ 18 M arbres. Il s'agit d'un nouveau record, dépassant le résultat de 2021 (17M).

- économie circulaire et déchets

Un plan de numérisation des processus de gestion des déchets va être mis en place et pourrait être accompagné d'une taxe environnementale, afin d'inciter la population estonienne à limiter les déchets et favoriser le tri.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international